



Libres ensemble

LA MARQUE AUTONOME

Fédération UNSA Territoriaux
21 rue Jules Ferry
93177 BAGNOLET CEDEX
☎ 01 48 18 88 36

Monsieur Olivier DUSSOPT
Secrétaire d'État auprès du ministre de
l'Action et des Comptes publics
Cabinet du ministre
139 rue de Bercy

75572 PARIS Cedex 12

Bagnolet, le 16 janvier 2020

Objet : Préavis de grève à compter du 17 janvier au 31 janvier 2020.

Monsieur le Ministre,

Après des mois de tergiversations, le Gouvernement vient de transmettre le projet de loi instituant un système universel de retraite. Mais, s'il est présenté comme un dispositif très protecteur qui fera que nul ne sera lésé, aucune mesure d'équité n'est actuellement proposée concernant les agents territoriaux.

Or, comme les enseignants, les agents territoriaux, à 77% agents de catégorie C, sont très inégalement bénéficiaires de primes et complètement dépendants de la volonté de leur employeur soumis à aucune obligation légale.

Aussi, pour ce qui concerne la Fonction Publique Territoriale (FPT), l'UNSA-Territoriaux défend pour les agents :

- **La retraite calculée sur l'ensemble des revenus et sur les primes doit conduire à revoir le mode d'attribution des primes**
Les primes de la FPT doivent être servies de droit, sur les mêmes règles qu'à la Fonction Publique d'Etat et constituées comme à l'Etat d'un plancher et d'un plafond déterminé par référence aux fonctions réellement exercées.
- **La totalité du temps travaillé doit permettre une rémunération ouvrant des droits à la retraite**
Les jours travaillés déposés sur un C.E.T, doivent être budgétisés par l'employeur afin d'en permettre la rémunération dans la Fonction publique territoriale comme dans la Fonction publique de l'Etat et dans la Fonction publique hospitalière. En d'autres termes, le contenu du CET est un droit pour les agents et constitue une dette pour l'employeur qui doit être ainsi budgétée comme une créance à venir.
- **L'atteinte significative à l'espérance de vie, la pénibilité ou la dangerosité ne sauraient être ignorées lors de la liquidation de la pension**
Concernant la pénibilité : rien de nouveau. Des négociations sérieuses doivent enfin commencer afin de prendre en compte tous les métiers impactant la santé et la durée de vie.

L'UNSA-Territoriaux a défendu sans relâche les éléments à prendre en compte pour que ce projet de retraite ne crée pas de nouvelles injustices.

A quelques mois des élections municipales, nous demandons aux candidats qui briguent la confiance de leur électorat, d'être les employeurs modèles engagés auprès de ceux qui vont travailler à mettre en œuvre leurs promesses électorales.

Enfin, pour l'UNSA-Territoriaux, mélanger une réforme systémique avec des mesures d'équilibre financier dans un cadre si contraint est inacceptable.

Notre organisation reste disponible pour toute négociation portant sur les garanties à apporter aux agents de la Fonction publique territoriale.

Dès à présent, l'UNSA se dirige vers une mobilisation plus globale.

Conformément aux dispositions prévues par la loi du 13 juillet 1983 et aux articles L 2512-1, L 2512-5 du Code du travail relatifs aux modalités de grève dans les services publics, je vous informe de la décision prise par la Fédération UNSA Territoriaux de déposer un préavis de grève, de 0 h 00 à 24 h 00, pour les journées suivantes : 17 janvier 2020, 18 janvier 2020, 19 janvier 2020, 20 janvier 2020, 21 janvier 2020, 22 janvier 2020, 23 janvier 2020, 24 janvier 2020, 25 janvier 2020, 26 janvier 2020, 27 janvier 2020, 28 janvier 2020, 29 janvier 2020, 30 janvier 2020 et 31 janvier 2020.

Il concerne les agents de la Fonction publique territoriale relevant de notre Fédération.

Ce préavis de grève couvrira l'ensemble des initiatives de grève et de mobilisations de nos syndicats sur l'ensemble du territoire national.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de notre considération distinguée.

La Secrétaire Générale



Sylvie MENAGE